

Contrepoints

Le journal libéral de référence en France

Le Rassemblement national est un parti interventionniste, voué à l'échec

[Emmanuel Comte](#)

Publié le 14 juin 2024

- A +

Le Rassemblement national (RN) est un parti profondément interventionniste, même [socialiste](#), condamné à l'échec. Ses politiques perpétuent des mesures inefficaces et coûteuses, loin des [principes de liberté économique](#) qui ont fondé la prospérité française. Cet article dévoile les contradictions internes du RN en particulier en matière d'immigration et appelle à un renouveau libéral pour revitaliser l'économie et la société françaises.

Le RN propose de nombreuses mesures interventionnistes, mais concentrons-nous sur sa mesure phare : [la réduction de l'immigration](#). Le référendum proposé sur ce sujet ne sera qu'un plébiscite de l'intervention étatique. Examinons les moyens concrets ensuite envisagés. L'idée principale consiste à réserver les aides sociales aux Français et à conditionner l'accès aux prestations de solidarité à cinq années de travail en France. Il s'agit d'exclure spécifiquement les étrangers des mécanismes de l'État-providence, non pas de remettre en cause ce dernier.

Cependant, définir les « aides sociales » pertinentes et distinguer entre Français et étrangers, notamment dans les familles mixtes, est complexe. Cette complexité entraînera une inflation bureaucratique, augmentant les coûts administratifs sans pour autant dissuader l'immigration ou arrêter de la subventionner.

En effet, le programme du RN prévoit [de nouvelles exonérations de](#)

[charges](#) jusqu'à trois SMIC pour encourager les augmentations de salaire. Or, les immigrés, que le RN veut éloigner, sont surreprésentés dans ces catégories salariales. En combinant ces exonérations avec la progressivité de l'impôt sur le revenu, les immigrés continueront à payer peu par rapport aux services publics et prestations de sécurité sociale qu'ils reçoivent, maintenant ainsi leur mode de vie subventionné.

Enfin, notons que l'abus des prestations sociales concerne principalement la seconde génération de descendants d'immigrés, majoritairement français. Par conséquent, les mesures envisagées par le RN relatives aux aides sociales n'auront aucun impact significatif.

La deuxième série de mesures envisagées par le RN pour contrôler l'immigration est [l'expulsion systématique des immigrés irréguliers et des criminels](#). Concernant les criminels, on pourrait s'attendre à ce que la priorité soit la sanction plutôt qu'un voyage au pays financé par les contribuables.

Surtout, cette approche ignore les [coûts considérables des procédures d'expulsion](#). En plus du transport, ces coûts incluent la détention préalable, l'accompagnement et les négociations avec les pays d'origine. De plus, l'expulsion n'empêche pas le retour clandestin des migrants – parfois déjà arrivés clandestinement. Ainsi, cette deuxième série de mesures représente un gouffre financier sans garantir de résultats.

À lire aussi :

Pour finir, le projet du RN vise à s'opposer à l'immigration en provenance des pays du Sud du monde de façon généralisée. Ce projet n'a rien avoir avec les règles d'une économie de marché, dans laquelle les mouvements humains sont [régulés par le libre choix des individus](#) – tant des migrants que des ressortissants du pays d'accueil. En effet, sans les distorsions causées par les subventions de l'État, l'immigration dépendrait toujours en partie du libre choix d'individus ressortissant du pays de destination. Les restrictions migratoires, à l'instar des restrictions commerciales, limitent la liberté des Français de contracter avec des étrangers et freinent ainsi le

développement économique de la France.

Plus gravement, l'opposition généralisée du RN à l'immigration en provenance des pays du Sud du monde, notamment des pays arabo-musulmans, revient *in fine* à une série de discriminations ethniques à peine voilées. Cette position affecte non seulement les migrants, mais elle est également perçue comme [une menace](#) par les membres d'une société diverse. Dans un environnement marqué par le rejet en bloc des Africains, les Français d'origine nord-africaine ou sub-saharienne peuvent aisément en venir à attribuer toutes leurs difficultés à un racisme systémique.

L'opposition généralisée à l'immigration en provenance des pays du Sud mène ainsi directement à des politiques de discrimination positive, pour tenter de juguler les conséquences de cette opposition. Ces politiques, à leur tour, augmentent la bureaucratie et les [tensions sociales](#). Pire encore, le rejet des Africains en général engendre haine et violence, qui risquent de devenir endémiques. Avec l'incitation accrue pour les forces de l'ordre à utiliser leurs armes, grâce à la [présomption de légitime défense](#) voulue par le RN, cette situation pourrait transformer la France en une véritable poudrière.

Par-delà le fait que le RN apporte moins de solutions que de risques, il est crucial de souligner, en conclusion, le rôle du système politique actuel dans cette situation. Les scores du RN ne sont pas surprenants. Sous l'influence des [médias d'État](#) et selon un calendrier dicté par l'État, avec des candidats et des formations étatiques, les campagnes électorales se transforment en un vaste exercice d'endoctrinement public, glorifiant l'interventionnisme étatique. Le vote, qui devrait être un moyen pour la population de contrôler et de limiter le pouvoir de l'État, est ainsi détourné de son objectif.

Pour résoudre les problèmes économiques et sociaux de la France, il est impératif de [renouer avec une vision libérale](#) qui favorise la liberté économique et réduit l'intervention étatique. Seul un retour aux principes de liberté et de responsabilité individuelle pourra revitaliser le pays, libérant son potentiel pour un avenir prospère et harmonieux.